



ARRETE ayant pour objet la poursuite de l'ouverture d'un établissement recevant du public (Salle multifonctions)

Le Maire de la Commune de CAMORS,
VU le code de la construction et de l'habitation notamment les articles R 143-1 à R 143 -47 , R 157 -1 et R 157 -4 ?
VU l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, annexé au code de la construction et de l'habitation,
VU l'arrêté du 5 février 2007 (dispositions particulières type L),
VU la visite du 30/11/2021 sur site des membres de la commission d'arrondissement ERP de LORIENT,
Considérant l'avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement de LORIENT dans son procès-verbal du 06/01/2022,

ARRETE

Article 1^{er} : Est autorisée la poursuite de l'ouverture au public de l'établissement désigné ci-après :

Salle multifonctions de Lann Mareu

Exploitation par la commune

Catégorie : 4^{ème} Type L

Effectif de 280 personnes

Cette autorisation est délivrée sous réserve que l'exploitant se conforme aux dispositions des articles 2 à 5 ci-dessous et que les prescriptions suivantes soient réalisées :

N° 2016-002 : Maintenir la salle du RDC libre de tout encombrement. (salle dite « du haut » en fait)

Dans l'hypothèse de son aménagement en vue de recevoir du public, déposer une demande d'autorisation de travaux qui sera étudiée par la commission de sécurité compétente. Article R 123-45.

N° 2021-001 : Eloigner les poubelles des façades afin de limiter la propagation en cas d'incendie Art. CO 19

N° 2021-002 : Vider le local « bagad » attenant à la grande salle de tout encombrant (stockage de bouteilles vides et détritres). Article R 143 -13.

N° 2021 – 003 : Procéder à la vérification de la VMC et de la CTA. Article CH 58.

Article 2 : Pendant toute la durée de l'exploitation, l'exploitant observera les règles particulières de sécurité contre les risques d'incendie et de panique applicables à la catégorie à laquelle se rattache son établissement.

Article 3 : L'exploitant fera procéder périodiquement et au moins une fois par an par un organisme agréé, aux vérifications permettant d'établir que les installations et équipements sont maintenus et entretenus conformément au règlement de sécurité.

Article 4 : L'exploitant est tenu d'assister aux visites périodiques de contrôle et aux visites inopinées faites à son établissement par la commission de sécurité dans les conditions prévues par le règlement de sécurité.

Article 5 : Tout projet d'extension impliquant l'accueil d'un nombre de personnes égal ou supérieur au chiffre ci-après – 280 personnes - entraîne le classement dans une catégorie supérieure et doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 6 : L'adjoint aux travaux, le responsable des services techniques le chef de la brigade de gendarmerie de LANGUIDIC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à l'exploitant et une deuxième affichée à la porte de l'établissement.

Fait à CAMORS le 10/01/2022

Le Maire,

Claude JARNO

